

“INGÉRENCE” POUR LA FRANCE

**UNE LUEUR D'ESPOIR
BRILLANT POUR LES COLONIES**

GROUPE D'INITIATIVE DE BAKOU.

Les déclarations, les rapports et etc. de la part des officiels, élus et etc. de la République française contre l'Azerbaïdjan en raison de sa lutte contre le colonialisme et son soutien au procès de décolonisation au niveau mondial.

Note : La liste n'est pas exhaustive.



6 janvier 2025, Discours du Président de la République, Emmanuel Macron à l'occasion de la Conférence des Ambassadrices et des Ambassadeurs au Palais de l'Élysée : « *La France a été elle-même attaquée par des ingérences inacceptables dans la plupart de ces territoires ultramarins, et tout particulièrement en Nouvelle-Calédonie ces derniers mois, par l'Azerbaïdjan qui pensait, là, régler ses propres incompréhensions du fait que nous défendons le droit international et l'Arménie.* »

29 janvier 2025, Déclaration de Ministre de l'Europe et des affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, en réponse à une question au Sénat : « *Par des manœuvres numériques aussi bien que physiques, inauthentiques et malveillantes, qui visent nos régions, nos départements, nos collectivités d'outre-mer ainsi que la Corse, et en particulier la Nouvelle-Calédonie, ce groupe (GIB) a démontré sa volonté manifeste de tenter de s'ingérer dans notre débat public et de porter atteinte aux intérêts fondamentaux de la Nation, et en l'occurrence notre intégrité territoriale et la sécurité publique. C'est pourquoi nous ne nous laisserons pas faire.* »



28 février 2025, Propos de Ministre d'État, Ministre des Outre-mer, Manuel Valls, lors de son déplacement à Nouméa, Kanaky : « *L'Azerbaïdjan, en y mettant les moyens, cherche non seulement à influencer le débat politique, à utiliser des moments de crise, comme celui que la Nouvelle-Calédonie a vécu, mais cherche aussi à mener une politique d'ingérence et donc de déstabilisation. {...} Ses intérêts ne sont pas la protection de je ne sais qui ici, mais bien de nuire à la France.* »

12 Mars 2025, Commission de la défense : M. Manuel Valls, ministre d'État, ministre des Outre-mer, sur l'actualisation de la revue nationale stratégique (RNS) 2022 : les enjeux ultra-marins : « Je veux m'arrêter *spécifiquement sur une nouvelle menace de déstabilisation que sont les ingérences étrangères dans nos territoires ultramarins. De grandes puissances étrangères ne manquent pas d'interférer dans nos contentieux de souveraineté, ou des puissances étrangères sans souligner qu'elles sont particulièrement grandes. Je pense évidemment à l'Azerbaïdjan, par le biais du groupe d'initiative de Bakou, le BIG, qui depuis 2023 exploite toutes les crises que nous traversons, des violences en Nouvelle-Calédonie et en Martinique, au cyclone Chido, à Mayotte. Cet État alimente du fait de nos contentieux diplomatiques et du fait des positions de la France justifiées après ce qui s'est passé au Karabakh et de soutien à l'Arménie. Cet État alimente par des actions d'ingérence numérique, des cyberattaques et des manipulations de l'information la narration d'une France qui, belliqueuse et coloniale afin d'attiser la montée de revendications indépendantistes. Ces méthodes contribuent à installer un climat de doute, de défiance et un risque de repli communautariste au sein des opinions publiques qui alimentent les discours indépendantistes les plus radicaux. »*



16 mai 2024, Ministre de l'intérieur et des Outre-mer, Gérald Darmanin, sur France 2 : « *Ce n'est pas un fantasme, c'est une réalité. Je regrette qu'une partie des leaders indépendantistes calédoniens aient fait un deal avec l'Azerbaïdjan, c'est incontestable. »*

10 octobre 2024, « Vers la guerre ? » : le livre du Ministre des Armées, Sébastien Lecornu : « *La nouveauté tient davantage à une action plus directe, plus assumée d'ingérence, comme on a pu le voir récemment avec celle de l'Azerbaïdjan en Nouvelle-Calédonie. »*



11 mars 2025, Réponse du Ministère de l'Europe et des affaires étrangères à une question écrite, à l'Assemblée nationale : « *L'Azerbaïdjan soutient et relaie publiquement des manœuvres informationnelles d'une grande hostilité, qui s'accompagnent de discours et d'actions se rapprochant d'opérations d'ingérence ou pouvant être qualifiés comme telles. {...} À ces manœuvres informationnelles s'ajoutent des discours inacceptables portés par les plus hautes autorités azerbaïdjanaises à l'encontre de nos départements, régions et collectivités d'Outre-mer, y compris pendant la COP29.* »



12 mars 2025, Le discours du Président de la Commission de la Défense, sur l'actualisation de la revue nationale stratégique (RNS) 2022 : les enjeux ultra-marins, Jean Michel Jacques : « *La Revue Nationale Stratégique de 2022 avait permis de relever de nombreux enjeux stratégiques et sécuritaires pour nos territoires ultramarins. Ils sont en effet confrontés, à l'instar du territoire hexagonal, à des menaces, qu'elles soient économiques, conventionnelles, voire hybrides, Les spécificités de ces territoires peuvent par ailleurs être utilisées par nos compétiteurs stratégiques pour nous déstabiliser. On témoigne les actions d'ingérence de l'Azerbaïdjan en Nouvelle-Calédonie.* »

23 décembre 2024, Directeur national du renseignement territorial, Bertrand Chamoulaud, dans un entretien au « Monde » : « *Ce discours renforce le courant décolonial dans les territoires ultramarins, évidemment en Nouvelle-Calédonie, mais aussi à la Martinique. Sa portée a été amplifiée par des acteurs étrangers comme le Groupe d'Initiative de Bakou [organisme de propagande créé en Azerbaïdjan], qui soutient et donne une tribune à tous ces mouvements indépendantistes.* »



3 février 2025, Commission des affaires européennes de l'Assemblée Nationale : « *Proposition de résolution européenne (N. 941) visant à condamner les ingérences de l'Azerbaïdjan et du Groupe d'initiative Bakou, en Nouvelle-Calédonie et dans les Outre-mer.* »

15 janvier 2025, Rapport d'information (N. 774) déposé par la Délégation aux outre-mer de l'Assemblée Nationale sur l'avenir institutionnel des outre-mer : « *La suspicion d'ingérences étrangères : Depuis l'année dernière, l'Azerbaïdjan a lancé une offensive de charme auprès de tous les mouvements autonomistes ou indépendantistes français, qu'il s'agisse du FLNKS ou de mouvements polynésiens, guyanais, antillais ou corses.* »

23 janvier 2025, Rapport d'information (N 264) déposé par la Délégation sénatoriale aux outre-mer sur L'action de l'État outre-mer : pour un choc régalien : « *La conférence de Bakou en juillet 2024 est un exemple d'ingérence à l'initiative de l'Azerbaïdjan et relayée par l'ONG Baku Initiative Group (BIG). {...} l'existence avérée d'une campagne numérique ciblant les DROM-COM et la Corse, confirmée par le rapport Viginum du SGDN (décembre 2024), appelle une réaction.* »

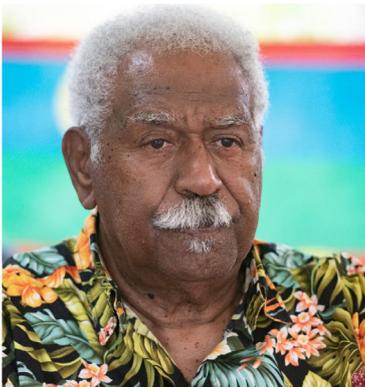
9 octobre 2024, Rapport d'information (N. 17) déposé par la Commission des lois du Sénat : « *Des États, à commencer par l'Azerbaïdjan, semblent chercher à jouer un rôle d'aiguillon pour détacher la Polynésie française de la France. Par le biais du « Groupe d'initiative de Bakou contre le colonialisme français », l'Azerbaïdjan entend ainsi apporter un soutien politique et matériel à la démarche indépendantiste en Polynésie.* »

2 décembre 2024, Rapport technique sur l'activité numérique du GIB, qui tente de remettre en cause la souveraineté de la France dans les DROM-COM et en Corse, préparé par le Viginum, le service chargé de la vigilance et de la protection contre les ingérences numériques étrangères : « *Entre les mois de juillet 2023 et d'octobre 2024, VIGINUM a analysé l'activité numérique {...} de GIB. Se déroulant en deux séquences distinctes, cette campagne numérique de manipulation de l'information a pour objectif de remettre en cause l'intégrité territoriale de la France dans ses territoires ultramarins, en instrumentalisant notamment les mouvements et idées indépendantistes. Diffusant des contenus à la ligne éditoriale résolument hostile à la France, ces acteurs cherchent délibérément à exploiter la situation politique et économique dans les départements, régions et collectivités d'Outre-Mer (DROM-COM) et en Corse ainsi qu'à instrumentaliser l'histoire de la présence française sur le continent africain pour des finalités malveillantes.* »

L'Azerbaïdjan et le Groupe d'Initiative de Bakou (GIB) de point de vue des représentants des pays qui se trouvent sous l'occupation coloniale de la France.

Note : La liste n'est pas exhaustive.

Tout au long de 2024, les drapeaux de la République d'Azerbaïdjan sont hissés en Kanaky, la reconnaissance au soutien de Groupe d'Initiative de Bakou au procès de décolonisation de Kanaky.



23 avril 2024, Propos de Président de Congrès de Kanaky, Roch Wamytan, à la presse française : *« L'Azerbaïdjan, membre du Mouvement des pays non alignés, qui défend le droit international et des peuples à disposer d'eux-mêmes ; L'Azerbaïdjan, dans son discours de défense du droit international, est un levier afin de nous (pour les Kanaks) constituer un réseau à l'international. »*

18 avril 2024, La Présidente du Milli Medjlis (Parlement) de l'Azerbaïdjan, Sahiba Gafarova et Présidente de la commission des infrastructures publiques, de l'aménagement du territoire, du développement durable, de l'énergie, des transports et de la communication au Congrès, Omayra Naisseline (au nom du Congrès de Kanaky), ont signé Mémoire de coopération entre le Milli Medjlis et le Congrès de Kanaky.



18 avril 2024, Présidente de la commission des infrastructures publiques, de l'aménagement du territoire, du développement durable, de l'énergie, des transports et de la communication de Congrès de Kanaky, Omayra Naisseline : *« Nous sommes reconnaissants à l'Azerbaïdjan, car c'est un pays qui nous a encouragé dans la lutte. L'Azerbaïdjan est pour nous un véritable exemple. Nous vous remercions au nom de nos collègues et du peuple Kanak. »*



30 avril 2024, Secrétaire général du Tavini Huiraatira (Mā'ohi Nui), Victor Maamaatuaiahutapu et Directeur exécutif de Groupe d'Initiative de Bakou, Abbas Abbasov ont signé un mémorandum de coopération à Vienne, Autriche.

30 mai 2024, Secrétaire général du Tavini Huiraatira (Mā'ohi Nui), Victor Maamaatuaiahutapu lors de la conférence intitulée « Le droit de la Polynésie française à la décolonisation : défis et perspectives » tenue à Bakou, Azerbaïdjan : *« Nous sommes arrivés à la fin du processus juridique et nous avons besoin du soutien de l'Azerbaïdjan. Nous sommes convaincus que l'Azerbaïdjan fera entendre notre voix dans le monde entier, car vous comprenez bien ce que nous vivons. »*



21 janvier 2025, Président de Ka Ubuntu (Réunion), Romain Katambara et Directeur exécutif de Groupe d'Initiative de Bakou, Abbas Abbasov ont signé un mémorandum de coopération à Bakou, Azerbaïdjan.

21 janvier 2025, Président de Ka Ubuntu (Réunion), Romain Katambara lors de la conférence intitulée « L'indépendance de la Réunion: retour sur l'héritage colonial de la France et sur la voie de la souveraineté », Bakou, Azerbaïdjan : *« Nous devons être ensemble pour lutter contre l'impérialisme, faire entendre notre voix à la communauté internationale. Il est très important pour nous d'être ici sur fond de notre combat contre la France. »*



03 septembre 2024, Vice-président de Comité Maoré (l'île Comorienne de Mayotte), Ambidi Mattoir et Directeur exécutif de Groupe d'Initiative de Bakou, Abbas Abbasov ont signé un mémorandum de coopération à Bakou, Azerbaïdjan.



03 septembre 2024, Ancien ambassadeur des Comores en Afrique du Sud, Ahmed Thabit lors de la conférence internationale intitulée « L'occupation illégale de l'île comorienne de Mayotte par la France » à Bakou, Azerbaïdjan : « Nous apprécions et exprimons notre gratitude pour le soutien du gouvernement azerbaïdjanais et du Groupe d'initiative de Bakou. »

11 Décembre 2024, Ancien membre du Parlement européen, secrétaire général de l'Union populaire pour la libération de la Guadeloupe (UPLG), Jean-Jacob Bicep au « RF1 » reportage international : « *Ils [la France] sont inquiets de la relation, ils ont sûrement peur que toutes les anciennes colonies se soulèvent en même temps, et qu'ils ne puissent pas gérer. Moi, je pense que l'aide que l'Azerbaïdjan nous apporte lui attire plus de problèmes que ça lui apporte quelque chose. Il y a la volonté d'aider les pays encore colonisés, il n'y a aucune question à se poser.* »



20 octobre 2023, Claudette Duhamel, Le Mouvement des démocrates et écologistes pour une Martinique souveraine (MODEMAS), lors de la conférence internationale sur le thème « Néocolonialisme : la Violation des Droits de l'Homme et l'Injustice » à Bakou, Azerbaïdjan : « *Je remercie le Gouvernement de l'Azerbaïdjan pour l'organisation de cette conférence. L'organisation de cette conférence nous donne de l'espoir.* »

21 novembre 2023, Cindy Pollux, Membre du Bureau politique du Mouvement de décolonisation et d'émancipation sociale (MDES) de Guyane, lors de la conférence internationale intitulée « Décolonisation : Développement et Émancipation des Femmes », à Bakou, Azerbaïdjan : « *Il est très important pour nous de décider du sort de notre pays. Nous luttons pour l'indépendance. De tels événements permettent d'échanger des points de vue sur cette question avec des représentants d'autres pays. Nous sommes également reconnaissants à l'Azerbaïdjan pour son soutien.* »



3 octobre 2024, Kémi Seba, activiste panafricaniste et militant anti-impérialiste et anticolonialiste, lors de la conférence internationale portant sur le thème «La politique française du néocolonialisme en Afrique» à Bakou, Azerbaïdjan : « *L'Azerbaïdjan - Maintenant nous avons un partenaire sincère. L'Azerbaïdjan comprend notre lutte. On va continuer avec une stratégie.* »

17-18 juillet 2024, Jean-Marc Rodriguez, en charge des relations internationales de Nazione (Corse), lors de « Congrès des mouvements d'indépendance des territoires colonisés par la France » à Bakou, Azerbaïdjan : « *On nous a donné l'occasion de nous exprimer à travers ce groupe (GIB) qui aide les territoires non autonomes à suivre une démarche visant à les décoloniser.* »



21 juin 2024, Carlyle Corbin, Conseiller International sur la Gouvernance, fondateur de Dependency Studies Project, lors de la conférence internationale sur le thème «Vers l'indépendance et les libertés fondamentales : le rôle du C-24 dans l'élimination du colonialisme » à New-York, siège de l'ONU : « *Réunir les représentants des territoires coloniaux est une très bonne initiative. Il n'est pas toujours possible de se réunir et de discuter avec des personnes partageant la même opinion. Écouter des histoires et, surtout, développer les stratégies communes est une démarche importante et c'est ce que fait le Groupe d'initiative de Bakou. Nous espérons que ces contacts se poursuivront.* »

La République française de point de vue des représentants des pays qui se trouvent sous la domination coloniale française.

Note : La liste n'est pas exhaustive.



22 octobre 2024, Marie-Line Sakilia, Vice-présidente de la commission des droits de la femme et de la famille au Congrès de Kanaky lors de la conférence internationale portant sur le thème « Le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et les conséquences du colonialisme français » à Genève, en marge de la 142e session du Comité des droits de l'homme : *« La France a piétiné l'Accord qu'elle a signé avec Noumea. En février de cette année (2024) l'Etat français a tenté de changer Constitution de Kanaky. Par ce moyen elle a essayé de changer le corps électoral en Kanaky. Cette tentative a suscité les manifestations en Kanaky. »*

« L'Etat français militarise Kanaky, envoie plus de gendarmes et empêche la liberté d'expression. Nos jeunes qui exigent la souveraineté de notre île sont qualifiés comme les terroristes. »

4 juin 2021, Oscar Temaru, ancien Président de Mā'ohi Nui, Maire de Faa'a, chef de du Tavini Huiraatira, lors de l'interview à la « Polynésie La Première » : *« Depuis 2013, l'Organisation des Nations Unies rappelle à la France qu'il faut respecter le droit de la souveraineté du peuple Ma'ohi. {...} « La Polynésie est prisonnière d'un statu quo politique de la France qui l'empêche d'envisager un avenir meilleur. »*



06 juillet 2023, Claudette Duhamel, vice-présidente du Mouvement des démocrates et écologistes pour une Martinique souveraine (MODEMAS), dans son intervention lors des débats sur le thème « Vers l'élimination complète du colonialisme » organisés dans le cadre du Mouvement des non-alignés au Centre des Congrès de Bakou, Azerbaïdjan : *« La France traite toujours les gens comme on le faisait pendant l'esclavage. Elle nous voit comme des objets ménagers inanimés. Le peuple veut être libéré de l'oppression de la France. La France voit la race blanche au sommet et continue toujours d'être raciste. Le système actuel de la France a été créé par la violence. »*

17-18 juillet 2024, Jean-Jacob Bicep, ancien membre de Parlement européen, Secrétaire général de l'Union populaire pour la libération de la Guadeloupe (UPLG) lors de « Congrès des mouvements d'indépendance des territoires colonisés par la France » à Bakou, Azerbaïdjan : « *Notre voix sera entendue au niveau international. La France se croit « championne » des droits de l'homme, mais je pense qu'elle est la « championne » des crimes contre l'humanité. Nous transmettrons tout cela à la communauté internationale.* »



06 juillet 2023, Jean Victor Castor, membre de l'Assemblée Nationale de la République française (élu de Guyane), dans son intervention lors des débats sur le thème « Vers l'élimination complète du colonialisme » organisés dans le cadre du Mouvement des non-alignés au Centre des Congrès de Bakou, Azerbaïdjan : « *La France a interdit aux peuples sous la domination coloniale d'utiliser leurs propres langues. La langue des programmes éducatifs dispensés dans notre pays est uniquement le français. Notre histoire, notre langue et notre culture ne sont pas transmises aux générations futures. 98% des employés du gouvernement sont uniquement des Blancs. Des conflits surgissent souvent entre la population et les représentants de l'État. Parce qu'ils ne sont pas issus de chez nous et ne comprennent pas notre peuple. Les Français utilisent nos connaissances et nos compétences pour créer de nouvelles entreprises et devenir encore plus riches.* »

21 janvier 2025, Président de Ka Ubuntu (Réunion), Romain Katambara lors de la conférence intitulée « L'indépendance de la Réunion : retour sur l'héritage colonial de la France et sur la voie de la souveraineté », Bakou, Azerbaïdjan : « *La France veut assimiler notre culture pour que nous oublions notre identité. La politique impérialiste de la France a un impact négatif sur l'économie de l'île de La Réunion. Pour nous, l'indépendance signifie un avenir meilleur. Les autorités françaises cherchent à saper la solidarité entre les habitants de l'île et à contrecarrer les mouvements de liberté en diffusant une propagande accusant les habitants de Mayotte d'être responsables de l'augmentation des crimes, des dommages environnementaux et de la dégradation des conditions sociales à La Réunion.* »





03 septembre 2024, Ancien ambassadeur des Comores à l'ONU, Mohamed Toihiri lors de la conférence internationale intitulée « L'occupation illégale de l'île comorienne de Mayotte par la France » à Bakou, Azerbaïdjan : « *La France poursuit sa politique de néocolonialisme dans nos îles. Notre peuple souffre, se déplace d'un endroit à l'autre. En conséquence, des milliers d'insulaires ont perdu leur vie et plus de dix mille personnes ont été expulsées de l'île. La France agit à l'encontre des principes du droit international et ne prend pas en compte les droits des insulaires. « Nous poursuivrons notre lutte pour la liberté jusqu'au bout. »*

21 juin 2024, Jean-Guy Talamoni, ancien Président de l'Assemblée de Corse lors de la conférence internationale sur le thème « Vers l'indépendance et les libertés fondamentales : le rôle du C-24 dans l'élimination du colonialisme » à New-York, siège de l'ONU (traduction des propos) : « *La Corse est une vraie colonie, toutes les conditions d'une colonie se sont rassemblées ici. Notre objectif principal est de faire parvenir cela au monde. Le fait que la Corse est une colonie de la France est déjà prouvé. Actuellement la question principale est de savoir ce que nous devons faire pour être libéré de cette colonisation. »*



La Réalité sur le Groupe d'Initiative de Bakou.



06 juillet 2023, pour mener une lutte institutionnelle et orientée contre le colonialisme conformément au droit international, en marge de la réunion ministérielle des Pays membres du Mouvement Non-Alignés, qui s'est tenue à Bakou, une ONG internationale appelée Groupe d'Initiative de Bakou (GIB) a été créée sur la base de la proposition des participants.

Sa devise est « Unité, liberté, indépendance ».

Dès sa création, GIB a organisé une trentaine de conférences internationales avec la participation des représentants des pays qui se trouvent sous la domination coloniale de l'Etat français. Ces conférences ont eu lieu dans endroits emblématiques pour la décolonisation - les sièges des Nations unies à New York, Genève et Vienne, ainsi que à Bakou, la capitale de la République d'Azerbaïdjan, qui a présidé le Mouvement des pays Non-Alignés (MNA)



entre 2019-2024. Actuellement, l'Azerbaïdjan est membre de Troyka de MNA tandis que le Milli Medjlis (Parlement) de l'Azerbaïdjan actuellement préside le Réseau parlementaire de MNA.

GIB a organisé un séminaire pour les représentants des médias des colonies françaises.

GIB en se transformant en un lieu de discussions il a contribué à la réactualisation du sujet de décolonisation au niveau mondial, à la conscientisation et à la sensibilisation du sujet de la part de la communauté internationale. Le sujet de décolonisation aujourd'hui est « à la une » des médias internationaux.

GIB a soutenu les familles des prisonniers politiques de Kanaky.

GIB a lancé des campagnes de pétitions.

GIB a publié près de 20 rapports portant sur les crimes coloniaux de l'Etat français.

GIB a participé et fait des allocutions dans les différentes instances internationales, y compris dans les sièges de l'ONU afin de sensibiliser la communauté internationale sur les crimes de l'Etat colonial français. Les activités de GIB ont été saluées lors des travaux de Comité de Décolonisation (C-24) de l'ONU.



En juillet 2024, le GIB a facilité la création du Front International de Décolonisation.

La France mène une activité contre l'Azerbaïdjan dans des instances internationales, accuse l'Azerbaïdjan dans l'ingérence dans ses affaires intérieures, menace avec des sanctions, organise des campagnes médiatiques calomnieuses anti-azerbaïdjanaises.

GIB s'est vu refuser l'obtention d'un visa pour entrer dans les territoires sous administration coloniale française.